PrÉsidence

de la Paris, le 21 décembre 2015

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Questions d’actualité – 21 décembre (hors suivi des régionales)***

1. **Activité économique: les inquiétudes sur la conjoncture s’accentuent à nouveau.**
* **Après une décrispation à la rentrée, les Français redeviennent pessimistes sur les perspectives de reprise** pour les mois qui viennent :
* **59% jugent que l’activité « *continue à se dégrader* » (+7 par rapport au 30 octobre)** contre seulement 11% (-4 points) estiment qu’elle « *s’améliore un peu* ».
* Pour les 12 mois qui viennent, 47% s’attendent à une situation économique stable, 31% à une poursuite de la dégradation, 21% seulement à une amélioration (sans clivage partisan notable).
* Dans ce contexte, les Français souhaitent que nous redoublions d’efforts pour relancer l’activité : **53% demandent une « *accélération du rythme des réformes* », soit une hausse de 7 points** par rapport à la fin octobre, nous ramenant au niveau de l’été dernier.

21% souhaitent un maintien de leur rythme, et 24% un ralentissement (dont 16% seulement au PS, mais 30% des catégories populaires, 37% de la gauche radicale, et 31% au FN).

1. **Déchéance de nationalité : une opinion qui y reste très favorable.**
* **Même s’ils reconnaissent qu’elle n’est pas efficace, les Français continuent à vouloir** la déchéance de nationalité pour les terroristes possédant une double nationalité :
* **69% pensent ainsi que « *la déchéance de la nationalité ne sera pas efficace mais il faut quand même l’appliquer car c’est une question de principe* »** (dont 60% à gauche)
* contre 17% qui jugent qu’elle « *ne sera pas efficace et il ne faut donc pas l’appliquer* » (24% à gauche, 19% au PS).
* Le reste, 14%, pensent que cette mesure « *sera efficace* » et qu’il faut donc l’appliquer.
* Ces résultats sont **très stables par rapport à début décembre** (69/14/16). **Le début de débat ne semble pas avoir marqué** l’opinion qui n’a pas bougé : ce sujet n’est d’ailleurs **pas cité spontanément** dans les questions de mémorisation de l’actualité (même à la gauche de la gauche).
* Lorsqu’on souligne qu’une telle mesure va **induire une différence de traitement entre les Français et les binationaux, l’opinion ne s’émeut guère plus** : seuls 20% estiment alors qu’il faudrait « *y renoncer car cela introduit un traitement injuste entre les Français* », contre 51% qui souhaitent « *maintenir la mesure malgré cela, car c’est une question de principe* » (dont 48% à gauche), et même 21% (dont… 23% à gauche) jugeant qu’il faut « *corriger cette inégalité en étendant la déchéance de nationalité à tous les Français* »…
* *Ce n’est pas manifestement pas pour son efficacité que les Français souhaitent la déchéance de nationalité : l’argument de la non-efficacité pour justifier le retrait ne sera donc pas entendu.*

*On peut supposer que, derrière cette « question de principe », se cache pour beaucoup la volonté de nous voir engager des chantiers de fond, au-delà du traitement de l’urgence (perquisitions etc.), seules actions visibles par les Français jusqu’à présent.*

*Or la déchéance de nationalité, même si elle n’est pas au centre du débat (aucune mémorisation spontanée) est certainement la principale mesure « de long terme » comprise (les autres mesures, y compris incluses dans la révision constitutionnelle, sont moins lisibles). Il peut donc y avoir, derrière cette pression de l’opinion pour maintenir la déchéance de nationalité, la crainte que nous ne cherchions à abandonner tout chantier « structurel » pour nous contenter en réponse au post-attentats des mesures prises jusqu’à présent.*

* *Il pourrait dès lors être utile, pour habiller le retrait de cette mesure, de montrer conjointement que l’on engage d’autres chantiers de fond, plus efficaces même à long terme que la déchéance de nationalité (renforcement des coopérations européennes, qui ne semblent pas du tout avoir été entendues ; réforme du contrôle des individus surveillés ; marginalisation des courants radicaux par une réorganisation de l’Islam de France, …).*

 Adrien ABECASSIS